

Colloque sous la direction de Jean Lojkine.

Les 20-21 Mai 2011, Salle des documents cinématographiques (38 avenue des Ternes, Paris 17e)

Comité de pilotage : Gérard Alezard, Bernard Frédérick, Guy Groux, Jean Lojkine, Michel Margairaz, René Mouriaux



Ce colloque est préparé par le [séminaire éponyme qui s'est déroulé de mars à septembre 2010](#).

Les politiques de la gauche ont presque uniquement été étudiées sous l'angle du social, très rarement sous l'angle économique. Comme si les politiques économiques devaient être l'apanage de la Droite. Comme si les échecs économiques de la gauche devaient sceller la fin du « rêve » socialiste et la mort de l'identité même de la gauche.

Pourquoi les programmes de transformation sociale comme ceux issus du Front populaire, puis du PCG (Programme Commun de Gouvernement, 1972-1980) n'ont-ils pas abouti ? Pourquoi les objectifs initiaux de planification, de création de nouvelles filières industrielles, via les nationalisations massives de 1981, de relance de la croissance, n'ont-ils pas abouti ? Pourquoi cette conversion culturelle d'une grande partie des dirigeants des partis de gauche aux grands principes du néo-libéralisme (désinflation compétitive, politiques d'austérité, flexibilisation du marché du travail) ? Pourquoi les ambitions de démocratisation de l'économie maintes fois affichées n'ont-elles pas été suivies d'effets durables ? Pourquoi les

stratégies patronales n'ont-elles pas été mises en échec ?

L'objectif de ce colloque est d'analyser à la fois les contenus de ces politiques économiques, mises à l'épreuve quand la gauche est au pouvoir ou proposées comme alternatives quand la gauche est dans l'opposition, et les types de relations qui se nouent entre les trois grands acteurs de la gauche française : les partis politiques de gauche, les syndicats et les mouvements sociaux pris dans toute leur autonomie (notamment 1936, 1945-46, 1968, 1995). Depuis l'implication profonde dans un projet politique comme l'implication de la CGT dans le Front populaire ou le PCG de 1972 à 1978, jusqu'aux « relations distantes » des syndicats par rapport aux partis de gouvernement comme en 1936... et maintenant (depuis les années 1990).

[Programme du colloque à télécharger](#)

La méthode

Ce colloque est axé sur la recherche des points de vue des chercheurs et des acteurs de l'époque et d'aujourd'hui sur les différents choix, les différents possibles en matière de politiques économiques selon les conjonctures historiques et selon les stratégies des dirigeants. Il s'agirait donc d'un travail, inédit, de recherche à plusieurs voix, fondé à la fois sur les témoignages oraux et les archives, croisant les points de vue passés et actuels des acteurs comme des analystes. Une série de séminaires préparatoires auditionneront les principaux acteurs et les chercheurs travaillant sur des archives, le colloque visant lui une mise en perspective historique des politiques économiques de la gauche française.

L'originalité du colloque résiderait dans la publication de témoignages inédits et dans la tentative d'une mise en perspective globale d'un problème politique majeur mais peu traité par les recherches historiques.

Le colloque est structuré autour de 4 axes transversaux :

1. La question des écarts objectifs/réalisations dans la dynamique de la mise en œuvre des politiques économiques.

Sont étudiés précisément les rythmes, les ajustements, les arrêts (les « pauses » dont parlait Blum par exemple), les retours en arrière, les événements imprévus. Certains points du

programme, du pacte entre partis de gauche, ont été réalisés très rapidement, d'autres pas. Des revendications ouvrières non prises en compte comme telles par les partis et les syndicats vont être propulsées sur le devant de la scène politique par le mouvement social (le troisième acteur), comme les 40 heures (payées 48) et les congés payés en 36. Pourquoi ?

2. La mobilisation sociale, le mouvement social, avec ses évolutions par rapport aux acteurs politiques, du point de vue notamment de l'articulation Social/Économique.

Quel a été, aux différentes périodes historiques étudiées, le poids du clivage Économique/Social, notamment sur les acteurs syndicaux et les militants du mouvement social ?

3. La dimension internationale a-t-elle toujours été perçue comme une contrainte ou au contraire a-t-elle parfois été saisie comme une ressource ?

Contrainte extérieure : 1936 : la préparation de la guerre et la dépression mondiale ; 1945-1965 : le début du cycle long de croissance capitaliste 1947 : la guerre froide et le poids de l'URSS et du Komintern sur le PCF ; 1981 : la vague néolibérale des années 80 et la « révolution conservatrice » mondiale.

Ressource : 1944-46 : l'élan de la victoire mondiale contre le fascisme et l'audace, le volontarisme politique du programme du CNR.

4. Comment ces questions de politique économique ont-elles pesé sur les transformations des partis de gauche ou des syndicats ?

Le rôle de la participation au gouvernement de la Libération (44-46) dans la transformation du PCF en parti de gouvernement. Idem pour le PS en 1936 et en 1981-86. Découverte de la réalité du pouvoir étatique, des rapports de force, et des difficultés de la mise en œuvre des programmes.